



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
20 octobre 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

NE MÂCHONS PAS NOS MOTS

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré vouloir déposer plainte contre Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle. Son prétendu « crime » ? Avoir répondu à un journaliste que « oui, la police tue », citant nommément des victimes récentes de violences policières. Deux jours plus tard, c'est Macron lui-même qui, au nom de l'État français mais avec soixante ans de retard et en occultant les noms des principaux responsables, a reconnu le massacre par la police française d'Algériens, le 17 octobre 1961.

Une des plus sanglantes tueries d'ouvriers du siècle écoulé, par cette police dont certains prétendent qu'elle nous protège.

Cachez ces noms !

Ce 17 octobre 1961, des milliers d'ouvriers algériens et leurs familles, hommes, femmes et enfants, venant des cités pauvres de banlieue, hôtels ou bidonville de Nanterre où ils vivaient, manifestaient à Paris pour l'indépendance de leur pays et la fin de la guerre coloniale. La répression fut féroce : 12 000 Algériens raflés, des centaines de blessés et entre 200 et 300 morts, peut-être plus, car on n'a pas compté les cadavres jetés à la Seine.

En reconnaissant les faits (enfin !), Macron n'en a pourtant fait porter le chapeau qu'au seul préfet de police de l'époque, Maurice Papon, dédouanant ses supérieurs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et, au-dessus d'eux, le président de la République, Charles de Gaulle.

Papon ne débutait pas dans le crime d'État : préfet de la Gironde sous Pétain, il y avait organisé la déportation des Juifs. Ça n'a pas nui à son déroulement de carrière : préfet de police de Paris sous la présidence de De Gaulle, puis ministre. C'est ça, la permanence de l'État et de sa police, en défense d'un ordre social au service des riches.

Des traces qui ne s'effacent pas

De cette période coloniale nous vient un racisme présent dans la police française, qui continue à arrêter au faciès des jeunes de banlieue, lacère les tentes des migrants et les traque dans tout le pays. Mais les ordres continuent à venir d'en haut : d'un gouvernement qui fait la chasse aux migrants, leur ferme les frontières... en laissant néanmoins passer celles et

ceux dont le patronat français a besoin, pour ses profits. Trois migrants algériens ont perdu la vie la semaine dernière, fauchés par un train alors qu'ils fuyaient les contrôles de police.

Autre héritage de cette période : l'extrême droite. De vieille tradition, certes, dans les milieux dorés français. Mais à laquelle Macron emboîte le pas quand il durcit l'accès aux visas pour les Maghrébins.

Car à la police est attribué un rôle dans la société d'exploitation, comme l'a expliqué Philippe Poutou : maintenir l'exploitation coloniale hier, l'ordre social au profit des riches toujours. D'où la répression de grèves et de manifestations ouvrières, ou de Gilets jaunes.

Un candidat révolutionnaire pour défendre les intérêts du monde du travail

C'est pour dénoncer cette réalité que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier au chômage, licencié par Ford, se présente à l'élection présidentielle de 2022 : contre la violence des salaires qui n'augmentent pas, contre l'insécurité liée au chômage et aux licenciements, contre le manque de moyens dans les écoles et les hôpitaux, alors que les patrons engrangent des profits record.

Un programme de revendications et de luttes du monde du travail, de contrôle aussi des ouvriers sur la production en fonction des besoins, pour qu'enfin les vies et la nature passent avant la course aux profits. Un programme internationaliste également, tous unis, français et immigrés, unis, prolétaires d'une même planète.

Nos intérêts sont liés, entre exploités par les mêmes multinationales, opprimés par des puissances impérialistes qui voudraient conserver leur domination sur le monde.

Ne pas confondre célébrité et popularité

Comment faire parler de soi quand on est une obscure ministre de l'Industrie ? Prenez un média, même pas très connu comme TV Languedoc, et parlez des usines. Vous n'y connaissez rien ? C'est encore mieux, vous ferez passer le tout avec votre entrain de ~~témoin de Jéhovah~~, pardon, de manager de start-up.

Résultat : tout le monde à PSA-Cormelles sait maintenant qui est Agnès Pannier-Runacher ! Mais il n'est pas dit que ça lui rapporte grand-chose. Jusqu'aux RG au moins, tout le monde a été outré par sa sortie sur la « magie » de la ligne de production...

« Les H- au soleil... » (air connu)

Météo-France annonce une fin de semaine froide et humide. Tout le contraire d'hier mardi : un vrai après-midi d'été. Mais pour en profiter, il aurait fallu ne pas être coincé à l'usine l'après-midi en question, ou en train de récupérer de la matinée ou la nuit précédente. Il aurait fallu que les H- de la semaine tombent au moins le bon jour au point de vue météo, à défaut de tomber au bon moment pour ce qui est de la paye...

En route vers la gloire

La signature qu'on présente tous les jours à l'entrée à l'usine n'a en réalité jamais attesté grand-chose. Que nous prenions notre température ou pas, la feuille n'en était pas signée pour autant.

Et maintenant qu'à défaut d'autre chose, on dispose de vaccins, la « protection » offerte par cette collection de signatures apparaît vraiment dérisoire. À moins que l'habitude de signer des autographes nous donne envie de réclamer les augmentations de salaire correspondant à notre nouveau statut de stars...

Cléon le bec aux grands patrons !

Le mouvement de protestation contre les mesures prévues par la direction pour 2022-2024 a grossi à Renault Cléon en 2 semaines. Plus de 700 salariés se sont mis en lutte et la direction a dû reculer sur quelques mesures.

C'est ainsi qu'on se fera respecter et qu'on arrêtera leur rouleau-compresseur. Que nous soyons Renault, Peugeot, sous-traitants, des usines ou de l'ingénierie, nous subissons les mêmes attaques. En unissant nos forces, nous les ferons reculer encore !

Opel Eisenach : fermeture temporaire ?

Suite à l'annonce de la fermeture pour 3 mois (au moins) de l'usine Opel d'Eisenach jusqu'en 2022, voilà que Stellantis réfléchit maintenant à rattacher juridiquement l'usine d'Eisenach et une autre usine située à Rüsselsheim directement à Stellantis, pour ne plus qu'elles dépendent de la société Opel alors même qu'elles ne fabriquent que des Opel.

On se demande bien alors ce que la direction voudra y faire produire en 2022. Les 4 800 salariés potentiellement concernés ont toutes les raisons de se préparer à défendre leurs emplois

D'abord Eisenach, puis Aspern

Le site d'Aspern près de Vienne a lui aussi été fermé pour une reprise hypothétique en janvier 2022. Toujours à cause des semi-conducteurs selon Stellantis.

En réalité, depuis le rachat d'Opel en 2017 le site a perdu la fabrication des moteurs et un millier d'emplois. Aujourd'hui près de 500 postes sont menacés.

Alors la faute aux puces électroniques ou un fallacieux prétexte trouvé par la direction pour bazarder l'usine plus vite que prévu ?

Les prix carburent : à quand les salaires ?

Après l'énergie, le gaz, l'électricité, c'est l'essence qui s'envole. Le pétrole n'est pas plus rare, mais les grandes compagnies spéculent sur une demande accrue. TotalEnergies affiche ainsi 6,5 milliards de dollars de bénéfices au premier semestre 2021.

Selon la presse, Macron cherche une « solution » pour éviter un remake des Gilets jaunes. La réponse est simple : augmentation des salaires, suppression des taxes sur les carburants et imposition des grands groupes de l'énergie pour financer des transports en commun dignes de ce nom !

États-Unis : épidémie... de grèves

Aux États-Unis, les grèves se multiplient : 10 000 grévistes chez le constructeur de tracteurs John Deere, 1 400 à l'usine de céréales Kellogg's, plus de 2 000 dans un hôpital de Buffalo, etc. D'autres ont prévu de s'y mettre, comme les 31 000 employés du groupe de santé Kaiser Permanente.

Là-bas comme ici, les capitalistes veulent maintenir les bas salaires et des conditions de travail dégradées, alors que les prix s'envolent. Nombre de travailleurs ne veulent plus l'accepter.

Une mesure pas sanitaire

Sans surprise, le gouvernement prolonge le passe sanitaire.

Cela ne lui coûte rien, puisque les contrôles dans les lieux publics sont à la charge des tenanciers. Quant aux suspensions qui touchent entre autres les soignants, elles sont dans la droite ligne de sa politique de casse des services publics : avant même l'obligation vaccinale, 5 700 postes avaient déjà été supprimés dans les hôpitaux en pleine pandémie.

Prolonger le passe, ça coûte moins cher que des moyens pour un système de santé gratuit pour tous et digne du 21^{ème} siècle. Mais c'est moins efficace !